2020-UNAT-1004, Larriera

Décisions du TANU ou du TCNU

Unat a jugé que l'UNJSPF affirme que Mme Larriera avait connu depuis 2003 qu'elle n'était pas reconnue comme une veuve par UnJSPF, interprétée comme ayant le sens qu'elle aurait dû déposer en temps opportun sa demande de révision et par la suite son appel à Unat à ce moment-là, était sans mérite. En l'absence d'une décision explicite de l'administration lui refusant le droit, Unat a jugé que Mme Larriera ne pouvait pas et ne devrait pas présumer qu'une telle décision avait été prise. Unat a jugé que la demande de révision de Mme Larriera était à recevoir Ratione Materiae et que l'appel de Mme Larriera était à recevoir Ratione tempis. Unat a jugé que le CONSTRIC UNJSPF selon lequel il ne pouvait y avoir aucun changement dans le dossier après la séparation du participant du service à être sans fondement. Unat a jugé que l'interdiction d'un changement dans les dossiers après la séparation est spécifiquement limitée à la date de naissance du participant ou à ses futurs bénéficiaires et il s'ensuit qu'il n'y a aucune restriction qui empêche un participant de changer le dossier pour reconnaître un mariage valide qui s'est produit avant la séparation ou qui empêche un conjoint de signaler son mariage présumé à unjspf après la séparation du service. Unat a jugé que, comme le mariage de MM et MS M était conclu en vertu de la loi française, elle était régie par la loi française et que, par conséquent, leur statut matrimonial n'aurait pas pu être changé unilatéralement en vertu de la loi brésilienne (la loi de la nationalité de MM). Unat a jugé que l'ancien ST / SGB / 2004/4, qui régissait la reconnaissance du statut personnel à des fins de prestations d'emploi des Nations Unies, n'était pas applicable à des fins de prestations de retraite de l'UNJSPF. Bien que la procédure de divorce ait été engagée par M. M devant les tribunaux français et une ordonnance du tribunal avait été rendue, permettant à M. M et Mme M de vivre séparément, le mariage n'avait pas été dissous et est resté valable à la date du décès de M. M. Le fait que le Brésil ait reconnu un statut matrimonial différent de celui en vertu de la loi française n'était pas pertinent dans le but de déterminer le droit de Mme Larriera au bénéfice d'un survivant. UNAT a rejeté l'appel et a confirmé la décision de l'UNJSPB.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Mme Larriera a contesté la décision de ne pas la reconnaître comme le conjoint survivant de son partenaire (M. M), qui a été fait au motif que M. M était marié à une autre personne (MS M). Mme Larriera vivait avec M. M depuis plus de deux ans et avait décidé d'un tribunal brésilien qu'elle et M. M étaient dans une union stable au moment de la mort de M. M.

Principe(s) Juridique(s)

La détermination de l'état matrimonial par référence à la loi de la nationalité d'un membre du personnel ne s'applique qu'à un membre du personnel qui a conclu un mariage ou entre dans un autre partenariat reconnu en vertu de sa loi nationale; Il ne s'applique pas à un membre du personnel qui a choisi de conclure un mariage ou un partenariat en vertu d'une loi autre que celle de sa nationalité. Un participant qui entre dans un mariage en vertu d'une loi autre que celle de sa nationalité ne peut pas choisir par la suite de changer son statut matrimonial sous un régime juridique différent, ignorant le lieu et les procédures du mariage. Une décision administrative appelée est une décision dans laquelle sa caractéristique clé est la capacité de produire des conséquences juridiques directes affectant les conditions de nomination d'un membre du personnel. Avant de constater qu'il y avait une décision administrative implicite, il doit y avoir des preuves qu'il a été contesté par une demande spécifique de déshabillage et un refus ou un échec par l'administration à s'abstenir ou une décision implicite sous la forme d'un non-respect de toute décision à cet égard. L'interdiction d'un changement dans les dossiers de l'UNJSPF après la séparation est limitée à la date de naissance du participant ou de ses futurs bénéficiaires et rien d'autre. Un acte juridique peut être nul dans un but et valable pour un autre, ou il peut être nul contre une

personne mais valable contre un autre.

Résultat

Appel rejeté sur le fond

Texte Supplémentaire du Résultat

Aucun soulagement ordonné; Aucun soulagement ordonné.

Applicants/Appellants

Larriera

Entité

CCPPNU

Numéros d'Affaires

2019-1318

Tribunal

TANU

Lieu du Greffe

New york

Date of Judgement

3 mar 2022

President Judge

Juge Raikos

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Décision administrative

Compétence / recevabilité (TANU)

Temporal (ratione temporis)

CCPPNU

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU)

Recevabilité (UNAT)

Prestations de survivant

Droit Applicable

Bulletins du Secrétaire général

- ST/CSG/2004/4

TANU Statut du Tribunal

- Article 2.9

CCPNU Règles administratives

- Disposition B.2
- Disposition B.3

CCPNU Règlements

Jugements Connexes

2010-UNAT-095

2014-UNAT-420

2015-UNAT-508
2015-UNAT-537
2016-UNAT-669
2018-UNAT-849
2019-UNAT-912
2016-UNAT-663
2010-UNAT-016
2013-UNAT-348
2019-UNAT-969
2011-UNAT-177
2010-UNAT-007
2016-UNAT-644
2017-UNAT-716
2019-UNAT-967
2014-UNAT-481
2018-UNAT-840